

principes. Telle est la position du gouvernement fédéral à ce jour.

Je dois dire, en fait, au très honorable premier ministre—au chef. . .

Une voix: Vous aviez raison la première fois.

M. Epp: À une certaine époque, c'était juste, mais je me trompe cette fois. Le premier ministre est ici, et il n'est pas votre chef. Je dis donc ceci. Des chiffres ont été avancés au sujet de Hibernia.

• (1440)

Le réexamen du projet à la lumière de nouvelles techniques, principalement par les promoteurs, a forcément entraîné la révision de certains de ces chiffres. La détermination de réaliser le projet reste toutefois aussi forte qu'avant.

M. Turner (Vancouver Quadra): Il y a un monde entre cette réponse et la déclaration du premier ministre qui a parlé à Terre-Neuve, le 19 juillet, d'un rêve devenu réalité. Quel rêve? Aucun document ne crée d'obligation juridique. Le projet est renvoyé aux calendes grecques.

Que le ministre sache que j'ai toujours été en faveur du projet Hibernia à la condition qu'une plus grande partie des redevances aillent aux gens de Terre-Neuve et du Labrador.

[Français]

LA SITUATION DES DÉSAVANTAGÉS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, l'essence de ce discours du Trône, c'est que le gouvernement veut s'en prendre aux régions les plus défavorisées et aux Canadiens les plus démunis. Pourquoi le discours du Trône dit-il que ce sont les chômeurs, dont les prestations d'assurance-chômage seront réduites, qui paieront pour les programmes de formation? Pourquoi est-ce que ce sont les Canadiens ordinaires qui ont besoin de leurs salaires pour leur famille, pour vêtir leurs enfants, pour payer leur logement, qui doivent faire les frais de quatre années et demie d'incompétence conservatrice? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas donné priorité aux Canadiens les plus désavantagés et les plus démunis au lieu de donner la priorité aux sous-marins nucléaires?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le chef de l'opposition s'interroge en disant: Pourquoi le discours du Trône dit-il que les chômeurs, etc., et les familles ordinaires et les moins bien nantis doivent payer la note? C'est parce que le discours du Trône ne le dit pas. C'est une fabrication de la part du

Questions orales

chef de l'opposition qui était retenue durant la campagne électorale et, en grande partie, je présume que c'est une des raisons pour lesquelles les libéraux sont dans l'opposition et vont sans doute y rester pour un bon bout de temps!

M. le Président: L'honorable député de Laurier—Sainte-Marie a la parole.

Des voix: Bravo!

L'UNIVERSALITÉ DES PROGRAMMES SOCIAUX—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Jean-Claude Malépart (Laurier—Sainte-Marie): Monsieur le Président, j'ai moins de cheveux, mais j'ai encore toutes mes forces.

Ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Dans le discours du Trône, on parle beaucoup des programmes sociaux, mais malheureusement, il n'y a aucune assurance à l'effet que l'universalité des programmes sociaux sera maintenue. Est-ce que le premier ministre est prêt à assurer aujourd'hui, maintenant, que l'universalité des programmes sociaux sera garantie durant les quatre prochaines années?

[Traduction]

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, permettez-moi d'abord de dire au député que nous, de ce côté-ci de la Chambre, sommes très heureux de le revoir parmi nous. Je profite de la première occasion qui m'est donnée pour le féliciter des nouvelles responsabilités qui lui ont été confiées. À en juger par la question qu'il vient de poser, il est évident que le député n'a rien perdu de sa vigueur.

[Français]

Monsieur le Président, le principe de l'universalité des programmes sociaux est bien accepté par le gouvernement et par la population du Canada.

LES PROGRAMMES D'ASSURANCE-MALADIE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Jean-Claude Malépart (Laurier—Sainte-Marie): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au très honorable premier ministre. Aujourd'hui, malheureusement, le ministre des Transports a déclaré à un poste de radio que son gouvernement devra réduire le déficit de cinq milliards, et ce sera aux dépens des programmes établis avec les provinces. Est-ce que le premier ministre peut nous assurer que le programme de l'assurance-santé, de l'assurance-hospitalisation ne subira pas aucune coupure et de ne pas faire faire «la job de bras» par les gouvernements provinciaux?